

f) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de la CUMA :

¹/₂ Résultats prévisionnels de la CUMA

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme		
Produit d'exploitation		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		
Taux d'endettement (Emprunt LMT/capitaux propres)		
Taux de fonds de roulement (Fonds de roulement/ chiffre d'affaires)		
Nombre d'UTH (*)		

* 2 indicateurs à renseigner le nombre d'UTH et un des cinq autres indicateurs au choix

INVESTISSEMENTS PROJETES / DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

a) Dépenses matérielles faisant l'objet d'une facturation (Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC)

(veuillez-vous reporter au cahier des charges de l'appel à projet sur lequel figure la liste des investissements éligibles par financeur)

Libellé de l'investissement projeté	Nombre de matériel	Montant Total (HT)
Montant Total		

b) Programme de réalisation : Date prévisionnelle de début de projet (ou 1ere date d'acquisition envisagée) : _____
 Date prévisionnelle de fin de projet (ou date de la dernière acquisition envisagée) : _____

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financements sollicités	Montant en €
Montant des aides attendues au titre du PCAE	
Montant des aides attendues hors PCAE ⁽¹⁾	
Sous-total financeurs publics	
Emprunt ⁽²⁾	
Autres contributeurs privés ⁽³⁾	
Sous-total financeurs privés	
Auto - financement	
TOTAL général = coût global du projet	

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors PCAE : _____

(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

(3) Préciser les contributeurs privés CEE, EDF, GDF, autres

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides :

- du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet (aucun bon de commande signé, aucun devis signé, pas de début de travaux),
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet soit : le bénéficiaire dispose d'un délai de 1 an à compter de la date de décision de subvention pour commencer les investissements. Le bénéficiaire de l'aide dispose d'un délai de 2 ans à compter de la date de décision de subvention pour réaliser ses investissements.**
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'exploitation et jusqu'à la date de dépôt de la demande
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet ou à la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.
- Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la notification par la Région Bretagne d'un accusé de réception d'un dossier complet de demande d'aide au titre du PCAE**
- Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
 - à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
 - à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
 - à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
 - à apposer sur le matériel ou le site phytosanitaire, le cas échéant, une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
 - à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
 - à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus. En cas de réponse défavorable à cette demande, je pourrai (nous pourrons) avoir la possibilité de la renouveler dans le cadre d'un autre appel à projets **sous réserve que les travaux ne soient pas démarrés..**

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site Internet du ministère en charge de l'Agriculture pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Extrait du procès verbal du conseil d'administration de la CUMA décidant de l'acquisition du ou des matériels	CUMA		
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements classés par type d'investissement	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) IBAN	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
K-bis	Pour les formes sociétaires	<input type="checkbox"/>	
Liste du matériel déjà détenu en CUMA (précisant pour chaque matériel l'année d'achat) : état d'immobilisation de la CUMA	CUMA	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire	En cas de construction d'un site phytosanitaire sur un terrain n'appartenant pas au demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables : ⇒ Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un ⇒ Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité	<input type="checkbox"/>	

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la Région Bretagne.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :
(Président ou trésorier de la CUMA)